INSTITUT POUR LA JUSTICE
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Les Français et le fonctionnement de la Justice

Institut CSA pour l'Institut pour la Justice

Février 2014

Contacts Pôle Opinion – Corporate
Yves-Marie CANN, Directeur en charge de l'Opinion
yves-marie.cann@csa.eu / 01 57 00 59 62
Nicolas FERT, Chargé d'études sénior
nicolas.fert@csa.eu / 01 57 0058 94

csa
COMPRENDRE POUR MIEUX DÉCIDER

Sommaire

Fiche technique 3

Les principaux enseignements 5

1. Le fonctionnement de la Justice aujourd'hui 8

2. L'image des juges et de leur travail 12

3. Les raisons du mauvais fonctionnement de la Justice et son avenir 16

Fiche technique

- Sondage exclusif **Institut CSA / Institut pour la Justice** réalisé par Internet du **18 au 20 février 2013.**

- Echantillon national représentatif de **1006 personnes âgées de 18 ans et plus**, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du répondant), après stratification par région et taille d'agglomération.

Principaux enseignements (1/3)

Les résultats de notre sondage pour l'Institut pour la Justice mettent en lumière un esprit critique des Français face aux fonctionnement de la Justice et à son évolution. Ces Français semblent par ailleurs avoir aujourd'hui une image assez négative du travail des juges, même s'ils ne les rendent pas responsables en premier lieu des problèmes actuels rencontrés par la Justice.

Des Français critiques sur le fonctionnement actuel de la Justice

Plus de trois Français sur quatre (77%) estiment aujourd'hui que la Justice en France fonctionne « assez mal » (49%) ou « très mal » (28%), une proportion en hausse par rapport à la précédente mesure enregistrée en 2011 (65%, +12 points). 21% des Français estiment à l'inverse que la Justice fonctionne bien (dont seulement 1% « très bien »). Sur cette question comme la plupart des autres posées dans notre sondage, on constate un clivage à la fois politique et social. Les sympathisants de droite, du FN et les ouvriers comptent ainsi parmi les Français les plus critiques sur le fonctionnement de la Justice tandis que les sympathisants du PS et les cadres et professions libérales se montrent un peu plus mesurés.

Au-delà de ce constat sur la situation actuelle, les Français sont en revanche plus partagés sur son évolution. Près d'un sur deux (46%) a ainsi le sentiment que la Justice fonctionne « plutôt moins bien qu'il y a quelques années » tandis qu'une proportion quasi semblable (45%) pense elle qu'elle ne fonctionne « ni mieux, ni moins bien », 6% estimant pour leur part qu'elle fonctionne « plutôt mieux ». Il est là encore intéressant de noter que cette perception varie de manière importante selon la proximité politique des répondants puisqu'une majorité de sympathisants de gauche (57%) perçoivent une stabilité alors qu'une majorité de sympathisants de droite (62%) ou du FN (60%) jugent que le fonctionnement de la Justice s'est dégradé.

Les Français sont par contre presqu'unanimes quant il s'agit de pointer du doigt la difficulté à comprendre le fonctionnement de la Justice. Neuf sur dix (91%) déclarent ainsi qu'il est difficile pour un citoyen de comprendre les ressorts de la Justice en France (dont 27% « très difficile ») quand seuls 7% déclarent le contraire. Cette perception n'est probablement pas pour rien dans le fait qu'une nette majorité de citoyens aient le sentiment que la Justice fonctionne mal, compte tenu de leur difficulté à comprendre ses tenants et ses aboutissants.

Principaux enseignements (2/3)

Les Français ont en majorité une mauvaise image des juges et de leur travail

En plus d'être critiques sur le fonctionnement de la Justice, les Français apparaissent également critiques vis-à-vis des personnes chargées de rentre la Justice : plus d'un répondant sur deux (54%) déclare en effet avoir une mauvaise image « des juges et de leur travail » alors qu'un tiers (36%) en ont une bonne image et que 10% ne se prononcent pas sur ce sujet. Il est cependant intéressant de noter que cette question suscite des jugements différents selon la proximité politique ou la catégorie sociale. Alors que les sympathisants du FN ou de droite ont ainsi en majorité une mauvaise opinion des juges (respectivement 83% et 63%), 56% des sympathisants de gauche expriment une opinion positive. On observe de la même manière un clivage entre les cadres (52% à avoir une bonne image des juges) et les ouvriers, 64% de ces derniers ayant une mauvaise image des juges, le niveau de diplôme jouant également nettement sur ce point.

Au-delà de la difficulté à comprendre le fonctionnement de la Justice, cette mauvaise perception des juges et de leur travail résulte probablement en grande partie de leur insuffisante sévérité perçue. 62% des Français déclarent en effet que les juges en France ne sont « pas assez sévères », un jugement en progression de 11 points par rapport à 2011, tandis que 28% estiment qu'ils ne sont « ni trop, ni pas assez sévères » (-10 points) et que seuls 2% les trouvent « trop sévères ». On retrouve ici les mêmes clivages que ceux observés précédemment, les sympathisants de droite étant les plus nombreux à déplorer une insuffisante sévérité des juges tandis que les sympathisants de gauche et les cadres se montrent plus mesurés.

La critique des Français à l'égard des juges concerne aussi d'autres aspects de leur travail, à savoir leur indépendance et leur neutralité. Près de deux Français sur trois estiment ainsi que les juges sont plutôt « dépendants vis-à-vis du pouvoir politique » (27% pensant qu'ils sont plutôt indépendants) et plus de la moitié pensent également qu'ils sont « plutôt orientés et partisans idéologiquement dans leur façon de juger ou de prendre position » (31% les voyant plutôt neutres et objectifs). Les sympathisants de droite et du FN se montrent là encore les plus critiques tandis que les sympathisants de gauche et les cadres défendent plus fréquemment l'indépendance et la neutralité des juges.

Principaux enseignements (3/3)

Les problèmes structurels, premiers responsables identifiés du mauvais fonctionnement perçu de la Justice

Bien que critiques à l'égard du travail des juges, les Français ne les considère pas pour autant comme les principaux responsables de cette situation. Interrogés sur « le principal problème » en la matière, ils citent en premier lieu « les délais de traitement et de jugement des affaires » (63%) et en second lieu « le manque de moyen à disposition des juges (effectifs, places de prison, … », deux problèmes plus liés à l'organisation de la Justice qu'aux hommes chargés de la rendre, et particulièrement invoqués par les sympathisants de gauche. Près d'un Français sur deux (48%) citent par ailleurs « l'insuffisante lutte contre la récidive » (48%) et quatre sur dix citent également « le manque de sévérité des peines », un problème plus souvent mis en avant à droite de l'échiquier politique (47%, contre 26% à gauche). D'autres problèmes sont identifiés de façon plus marginale, parmi lesquels « le manque de considération et d'accompagnement à l'égard des victimes » (27%), « la dépendance des juges vis-à-vis du pouvoir politique » (22%) ou « le manque de responsabilité individuelle des juges » (11%), trois problèmes plus fréquemment cités chez les sympathisants de droite. Seuls 6% des Français citent pour leur part « le manque de moyens de défense accordés aux accusés ».

Concernant l'avenir du système judiciaire, une large majorité estime par ailleurs que la fermeté est le meilleur moyen pour lutter contre la récidive des délinquants puisque 72% disent privilégier « renforcer la fermeté des jugements visant les délinquants récidivistes et limiter les remises en liberté » alors que 24% pensent qu'il est préférable « de développer pour les délinquants récidivistes des dispositifs de suivi et de réinsertion en dehors de la prison ». Majoritaire dans la plupart des catégories sociales et encore plus nettement à droite, ce souhait de fermeté divise en revanche profondément l'électorat de gauche. 75% des sympathisants du Front de Gauche prônent ainsi la fermeté alors que 72% des sympathisants des Verts préfèrent développer des dispositifs alternatifs, les sympathisants du PS étant quant à eux très partagés sur ce sujet (46% pour la solutions alternatives et 52% pour la fermeté).

Résultats du sondage

COMPRENDRE
POUR MIEUX DÉCIDER

1.

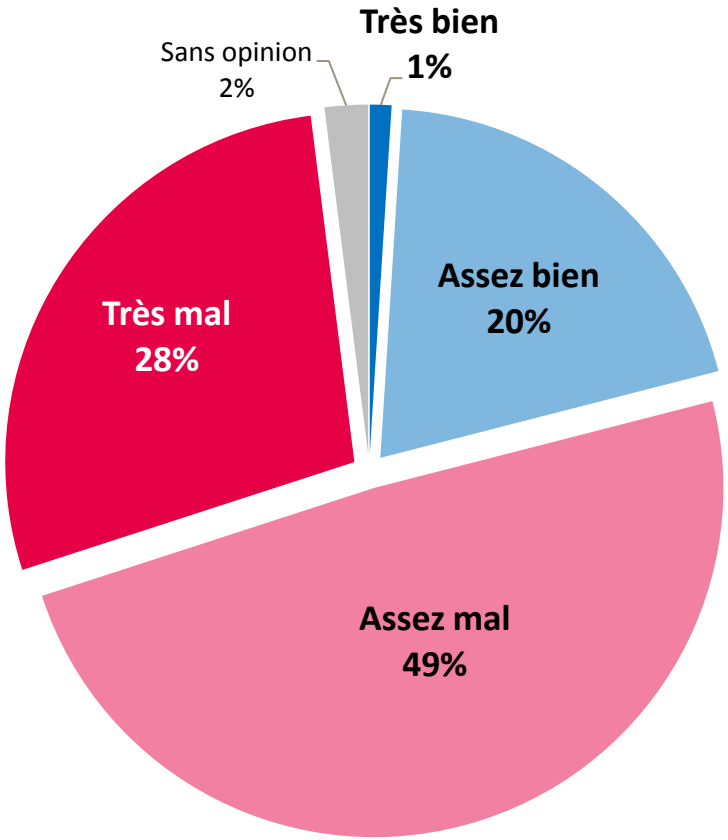
Le fonctionnement de la justice aujourd'hui

Trois Français sur quatre estiment que la Justice fonctionne mal, une proportion en hausse par rapport à 2011

QUESTION – Estimez-vous qu'en France actuellement la Justice fonctionne très bien, assez bien, assez mal ou très mal ?

S/T Mal
77%

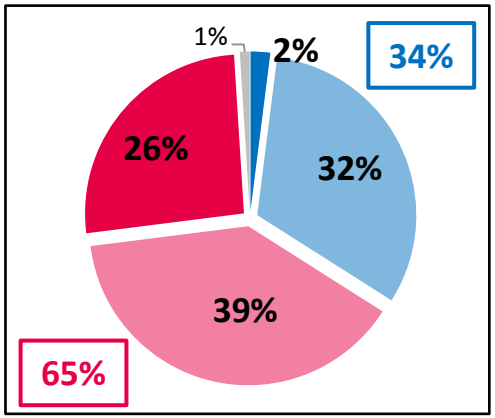
Sympathisants FN : **94%**
Sympathisants Droite : **84%**
Ouvriers : **84%**



S/T Bien
21%

Sympathisants PS : **40%**
Cadres : **36%**

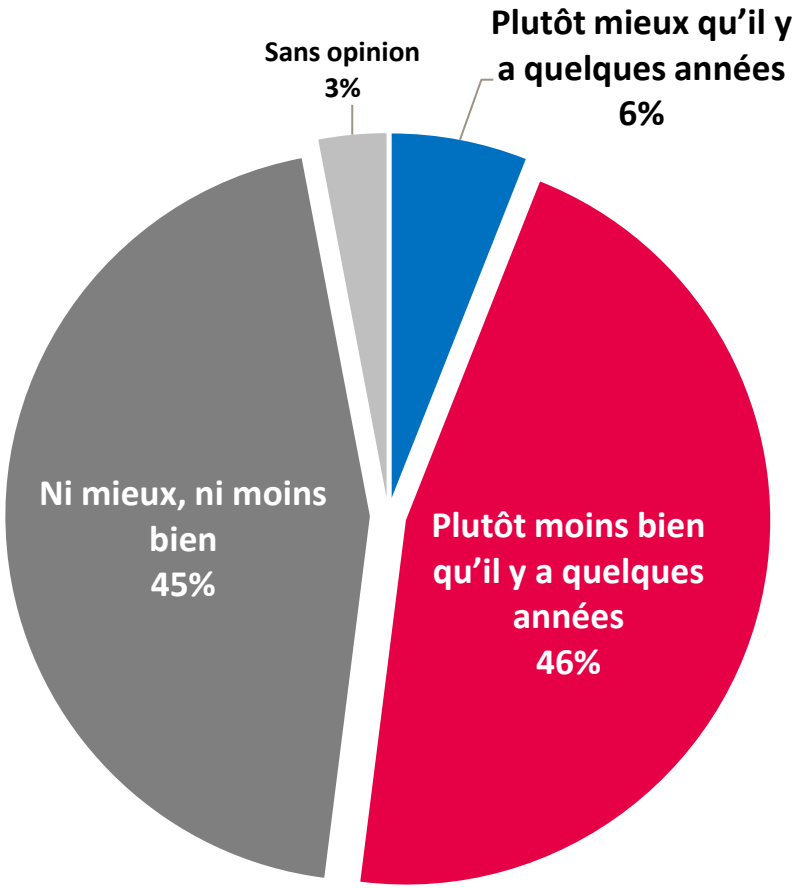
Rappel février 2011*



*Sondage CSA/LCI réalisé par téléphone les 9 et 10 février 2011 auprès de 947 personnes de 18 ans et plus

Les Français sont partagés sur l'évolution du fonctionnement de la Justice, notamment selon leur proximité politique

QUESTION – Et avez-vous le sentiment que la Justice fonctionne … ?

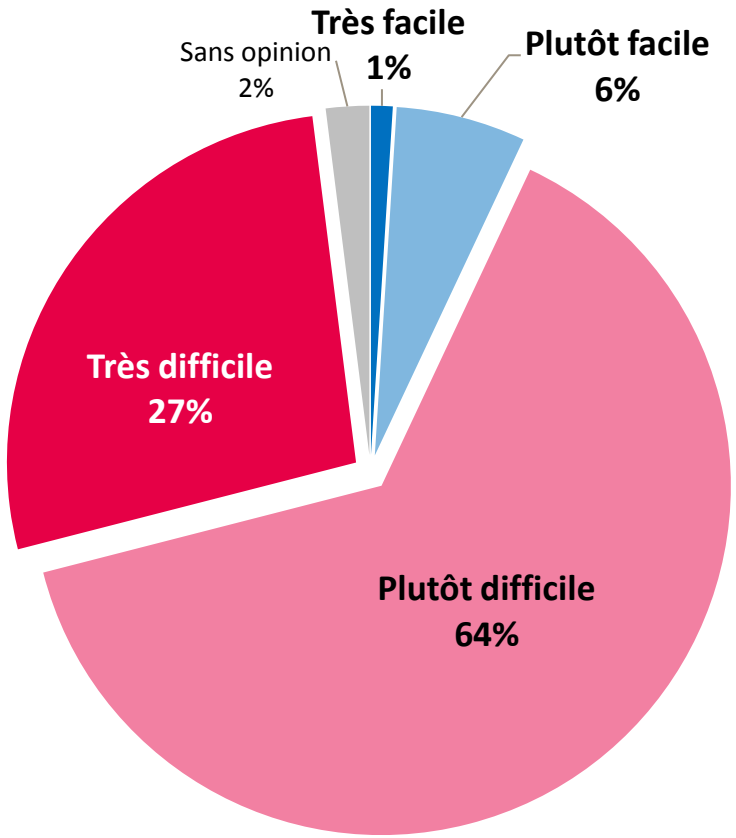


Sympathisants Gauche : **57%**
18 à 24 ans : **50%**

Sympathisants Droite : **62%**
Sympathisants FN : **60%**
65 ans et plus : **55%**

Neuf Français sur dix estiment par ailleurs qu'il est difficile pour un citoyen de comprendre comment fonctionne la Justice

QUESTION – Avez-vous le sentiment qu'il est aujourd'hui facile ou difficile pour un citoyen de comprendre le fonctionnement de la Justice ?



S/T Facile
7%

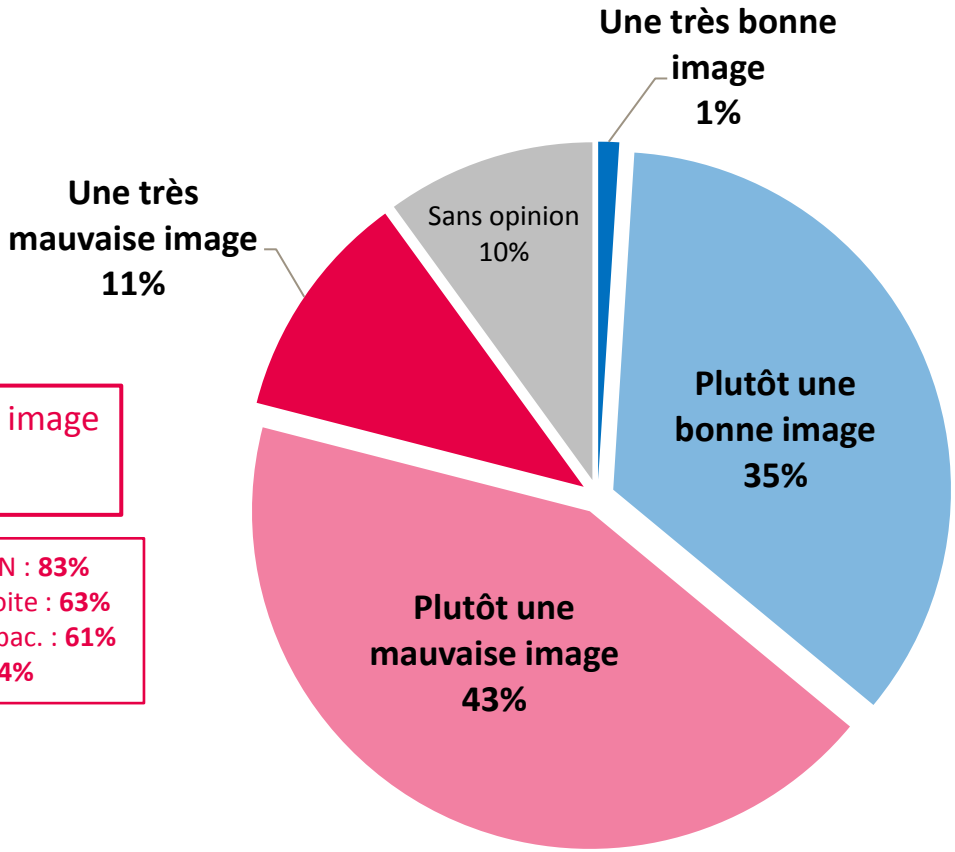
S/T Difficile
91%

2.

L’image des juges et de leur travail

Une majorité de Français dit avoir une mauvaise image des juges et de leur travail, avec de forts clivages politiques et sociaux

QUESTION – Personnellement, diriez-vous que vous avez une bonne image ou une mauvaise image des juges et de leur travail ?



S/T Bonne image **36%**

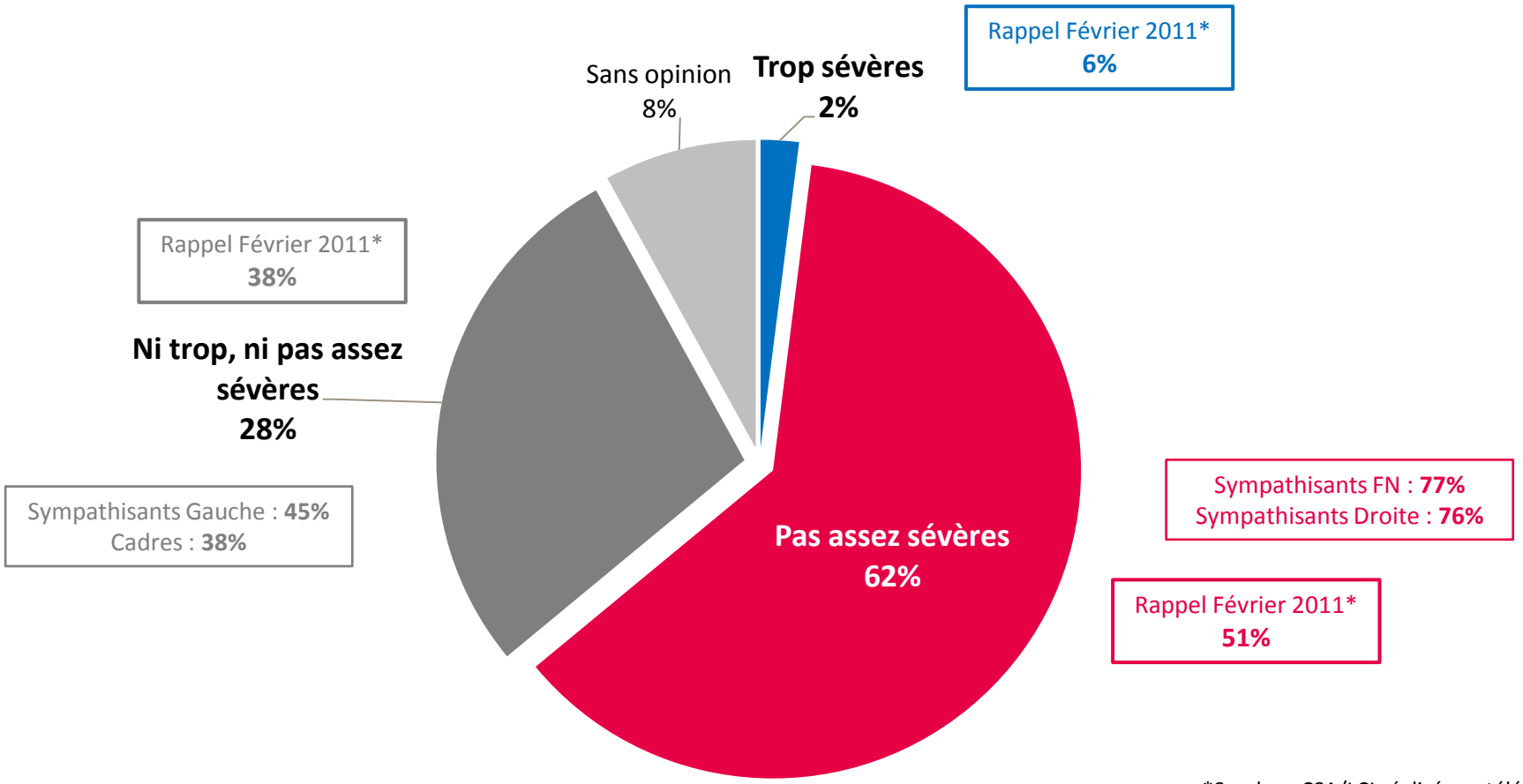
Sympathisants Gauche : **56%**
Cadres : **52%**
Diplôme supérieur bac. : **44%**

S/T Mauvaise image **54%**

Sympathisants FN : **83%**
Sympathisants Droite : **63%**
Diplôme inférieur bac. : **61%**
Ouvriers : **64%**

Plus de six Français sur dix pensent que les juges ne sont pas assez sévères, particulièrement à droite

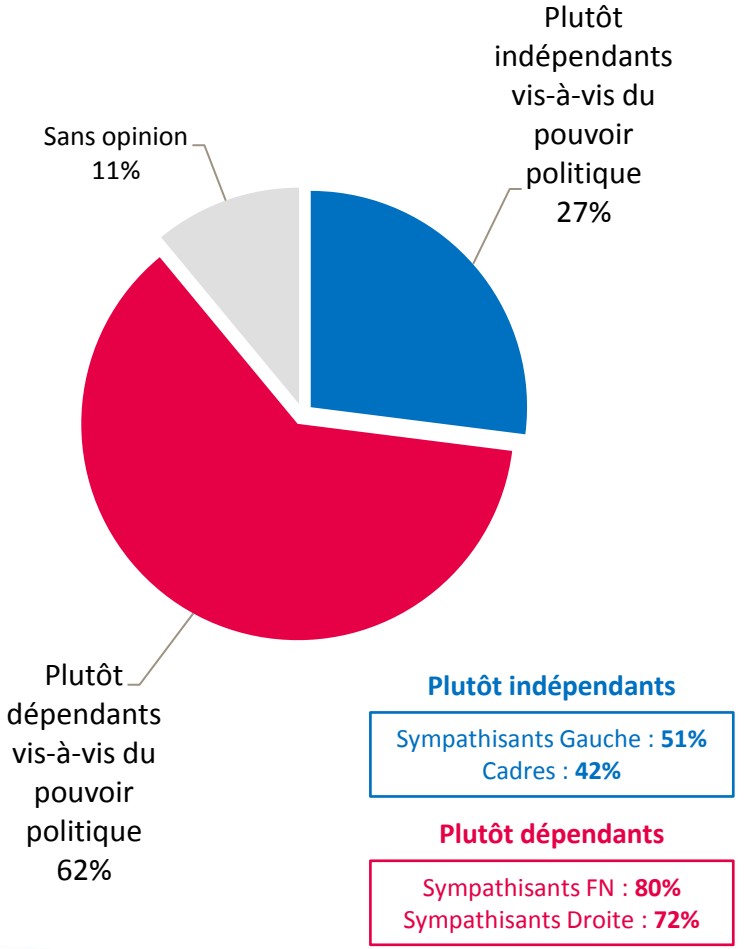
QUESTION – De manière générale, pensez-vous que les juges en France sont … ?



*Sondage CSA/LCI réalisé par téléphone les 9 et 10 février 2011 auprès de 947 personnes de 18 ans et plus

Une majorité de Français doutent de l'indépendance et de la neutralité des juges

QUESTION – De manière générale, avez-vous le sentiment que les juges sont … ?

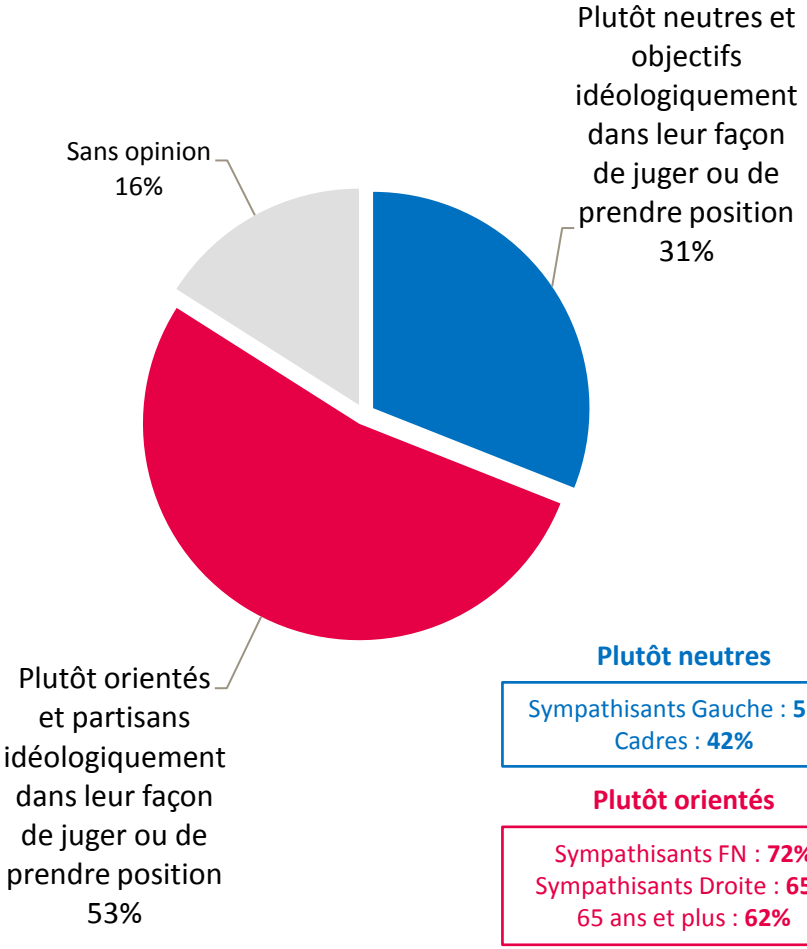


Plutôt indépendants

Sympathisants Gauche : **51%**
Cadres : **42%**

Plutôt dépendants

Sympathisants FN : **80%**
Sympathisants Droite : **72%**



Plutôt neutres

Sympathisants Gauche : **52%**
Cadres : **42%**

Plutôt orientés

Sympathisants FN : **72%**
Sympathisants Droite : **65%**
65 ans et plus : **62%**

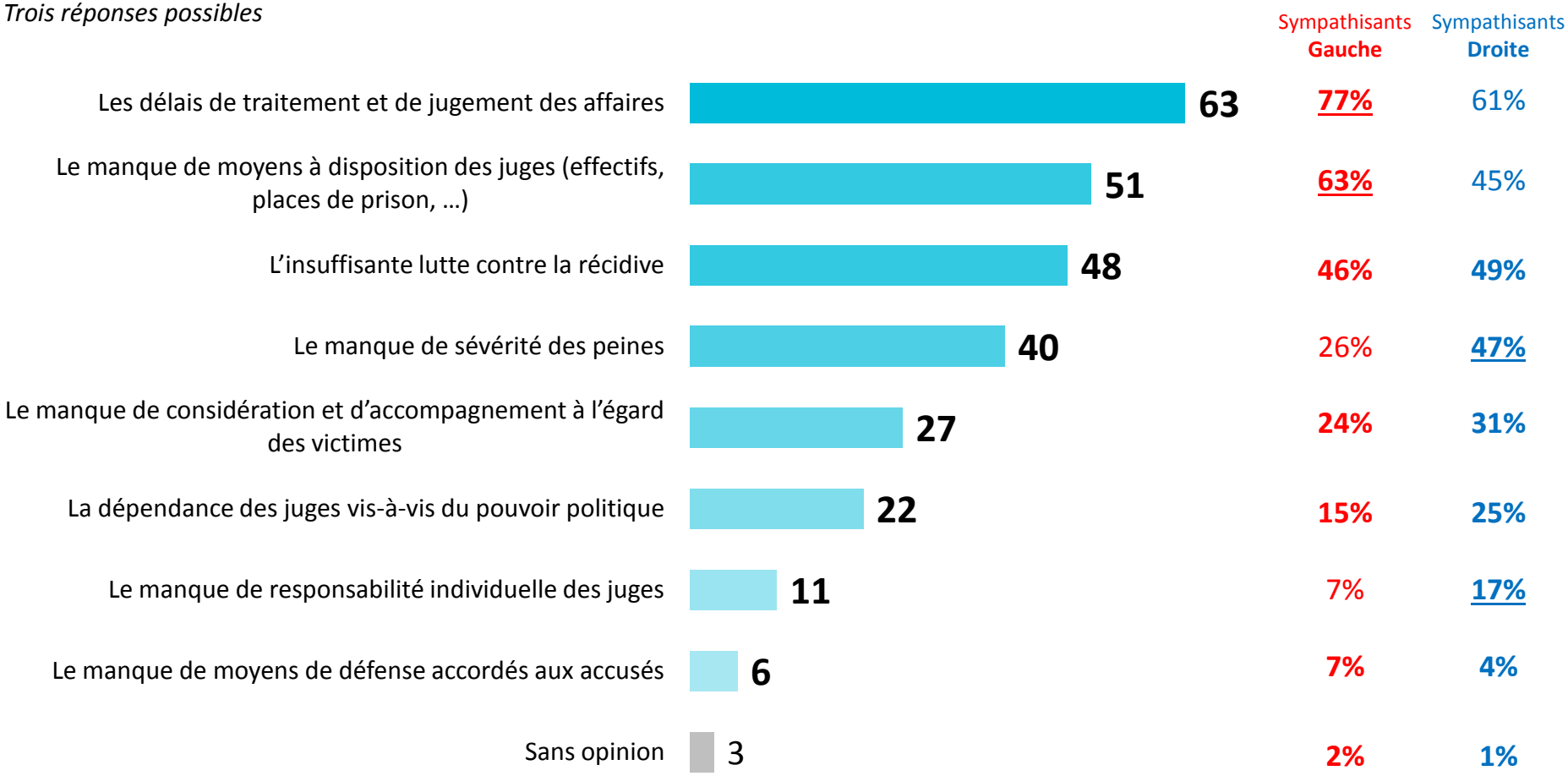
3.

Les raisons du mauvais fonctionnement de la Justice et son avenir

COMPRENDRE POUR MIEUX DÉCIDER

Les délais de traitement et de jugement sont considérés comme le principal problème entravant le bon fonctionnement de la Justice, devant le manque de moyens et l'insuffisante lutte contre la récidive

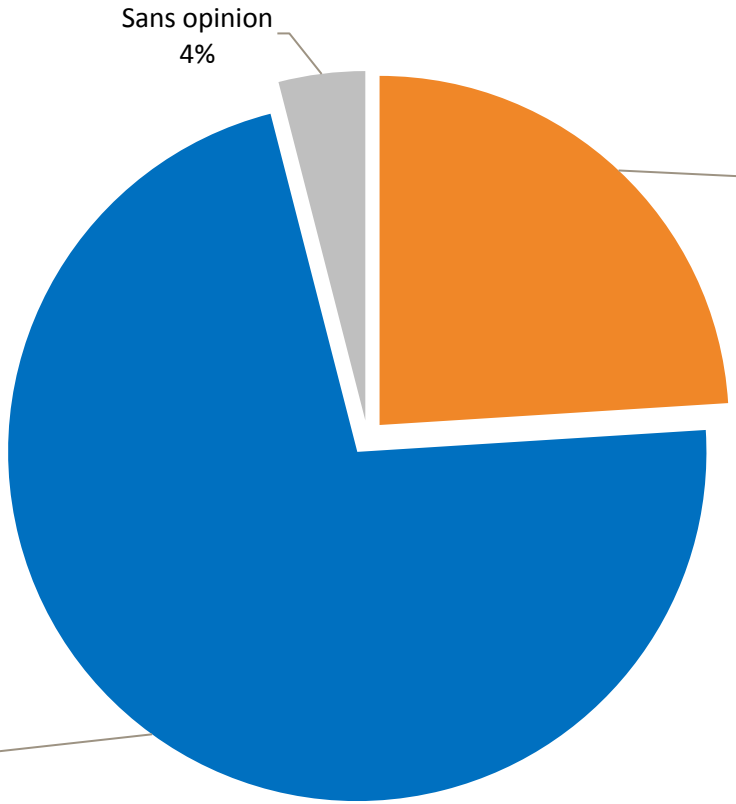
QUESTION – Quel est selon vous le principal problème à traiter en ce qui concerne le fonctionnement de la Justice ?
Trois réponses possibles



Total supérieur à 100, les répondants ayant pu donner 3 réponses

Trois Français sur quatre privilégient le renforcement de la fermeté des jugements pour lutter contre la récidive

QUESTION – De manière générale, estimez-vous que la priorité, pour lutter contre la récidive des délinquants est… ?

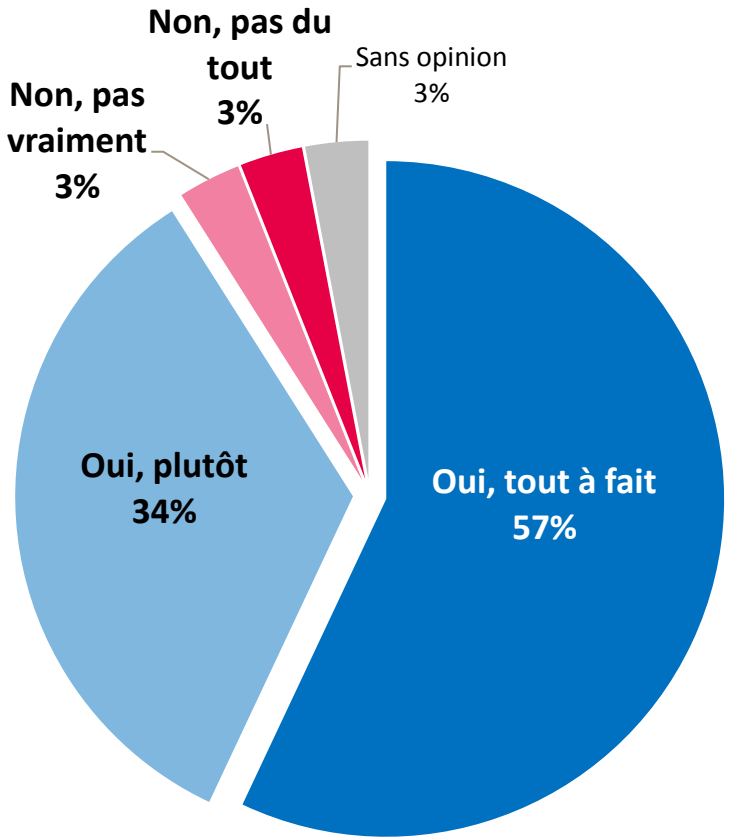


*Sondage CSA/IPJ réalisé par Internet du 24 au 26 septembre 2013 auprès de 1029 personnes de 18 ans et plus

Neuf Français sur dix estiment justifié que l'on puisse rejuger une personne acquittée en cas de nouveaux éléments de preuve

QUESTION – Trouveriez-vous justifié que l'on puisse rejuger une personne acquittée par la Justice lorsque de nouveaux éléments de preuve apparaissent ?

S/T Pas justifié
6%



S/T Justifié
91%



en savoir plus : www.csa.eu - @InstitutCSA

10, rue Godefroy - 92800 Puteaux
Tel . : 01.57.00.58.00 - Fax : 01.57.00.58.01